

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 JUIN 2016

Le lundi treize juin deux mille seize à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du trois juin deux mille seize, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Présents :** MM et Mmes Christophe FAVERJON, René PERROT, Gisèle ARSAC, Christian ROUSSON, Corinne CABUT, Djida OUCHAOUA, Fabrice MIALON, Juliette HAUW, Monique FAURAND, Agnès PESTRE, Gaston CONSTANT, Annie ARCHER, Pascal PEYRAT, Manuel DESA, Fabrice GARNIER, Véronique ROMEYER, Nina MICHALSKI, Monique FRANCHINI, Serge BROUILLAT, Michel DOUTRE, Bernard CHAPELON, Laurence VERNET, Dominique VIALON-CLAUZIER, Frédéric BATTIE.

**Pouvoirs déposés :** M. Fabrice CORDAT à Mme Véronique ROMEYER, Mme Liliane MATRA à M. René PERROT, Mme Karine RICORT à M. Fabrice GARNIER, M. Eddy BEYDON à Mme Djida OUCHAOUA, Mme Babette LUYA à Mme Monique FRANCHINI

**Nombre de conseillers : 29 - Nombre de présents : 24 - Nombre de votants : 29**

**Désignation de secrétaire de séance :** Mme Gisèle ARSAC

### **Décision du Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT:**

Les Conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire au titre de l'article L 2122 – 22 du CGCT.

**Le compte rendu du précédent Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.**

*Suite aux Commissions Gestion/Finances et Aménagement du Territoire et Développement Durable du 9 juin dernier, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil municipal de bien vouloir ajouter à l'ordre du jour les additifs au point n°6 ainsi que le complément au point n°10.  
Cette demande est approuvée à l'unanimité.*

### **1 - EMPRUNT DE 1 MILLION D'EUROS AUPRÈS DE L'ÉTABLISSEMENT BANCAIRE CRÉDIT MUTUEL : MODIFICATION DU TAUX D'INTÉRÊT**

Par une délibération en date du 30 novembre 2015, le Conseil municipal avait, dans le cadre de la renégociation de l'emprunt et du paiement de l'indemnité décidé de contracter un emprunt de 1 000 000 €. Des contacts avaient été pris avec le Crédit Mutuel qui proposait un emprunt au taux de 2 %. Dans le cadre de l'optimisation de la trésorerie, la Ville d'Unieux avait retardé la contraction de cet emprunt, en même temps qu'elle avait pris en compte l'évolution des taux d'intérêt. Aujourd'hui, il est possible d'obtenir un emprunt au taux de 1,80 % toujours auprès du Crédit Mutuel et toujours avec un taux fixe.

**Le Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) décide de contracter cet emprunt et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer les pièces nécessaires.

### **2 - CRÉATION D'UNE LIGNE DE TRÉSORERIE**

Compte tenu des retards de l'État pour le versement des sommes prévues au titre de l'année 2016 du fonds de soutien pour sortir des emprunts toxiques, **le Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) autorise d'une part, la création d'une ligne de crédit à hauteur de 527 000 € et d'autre part, autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer les pièces nécessaires à la conclusion et à la gestion de cette ligne de crédit.

### **3 - DÉCISION MODIFICATIVE 2016 : BUDGET COMMUNE**

*Compte tenu de son lien avec le point n°9 relatif au legs Crépet, M. Chapelon demande à ce que le point n°3 soit voté après le point n°9.*

*Cette demande est acceptée.*

Suite à la réunion des Commissions Gestion/Finances et Aménagement du Territoire et Développement Durable du 9 juin dernier, le **Conseil municipal par 21 voix pour, 2 contre** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier), **6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) approuve la décision modificative comme suit :

42316	VILLE D'UNIEUX	DM n°4 2016
Code INSEE	Budget Commune M14	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

**DM4 CONSEIL MUNICIPAL DU 13 JUIN 2016**

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
R-002-020 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	93 000,00 €
<b>TOTAL R 002 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-657362-520 : CCAS	0,00 €	38 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>38 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D-001-020 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00 €	873 356,85 €	0,00 €	0,00 €
R-001-01 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté</b>	<b>0,00 €</b>	<b>873 356,85 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	55 000,00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>
R-1068-01 : Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	536 073,03 €
<b>TOTAL R 10 : Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>536 073,03 €</b>
R-13258-821 : Autres groupements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 000,00 €
R-1381-414 : Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €
<b>TOTAL R 13 : Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>140 000,00 €</b>
R-1641-01 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
<b>TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>
D-20422-020 : Privé - Bâtiments et installations	0,00 €	7 834,38 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 834,38 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2112-821 : Terrains de voirie	0,00 €	3 416,22 €	0,00 €	0,00 €
D-2182-020 : Matériel de transport	0,00 €	3 626,68 €	0,00 €	0,00 €
D-2183-020 : Matériel de bureau et matériel informatique	0,00 €	3 175,25 €	0,00 €	0,00 €
D-2183-20 : Matériel de bureau et matériel informatique	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2184-020 : Mobilier	0,00 €	2 347,31 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 665,46 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2313-020 : Constructions	0,00 €	240 604,55 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-20 : Constructions	0,00 €	24 914,29 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-211 : Constructions	0,00 €	32 946,26 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-212 : Constructions	0,00 €	8 232,77 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-40 : Constructions	0,00 €	8 172,66 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-411 : Constructions	0,00 €	4 913,69 €	0,00 €	0,00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Page 1 sur 2

42316	VILLE D'UNIEUX	DM n°4 2016
Code INSEE	Budget Commune M14	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

**DM4 CONSEIL MUNICIPAL DU 13 JUIN 2016**

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-2313-412 : Constructions	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-414 : Constructions	0,00 €	434 082,78 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-421 : Constructions	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-823 : Constructions	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-23154-821 : TRAVAUX VOIRIE ET E.P.	0,00 €	63 848,34 €	0,00 €	0,00 €
D-23154-824 : TRAVAUX VOIRIE ET E.P.	0,00 €	19 201,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>0,00 €</b>	<b>837 216,34 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 731 073,03 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 731 073,03 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>1 824 073,03 €</b>	<b>1 824 073,03 €</b>	<b>1 824 073,03 €</b>	<b>1 824 073,03 €</b>

(1) y compris les restes à réaliser

#### **4 - ADMISSIONS EN NON-VALEURS : BUDGET COMMUNE**

Monsieur le Trésorier Principal porte à la connaissance de la commune qu'il n'a pas pu, malgré les procédures réglementaires employées, recouvrer différents titres, côtes ou produits en raison de divers motifs (débiteurs insolvable, adresse inconnue, montant de la créance inférieur au seuil des poursuites).

Dans ces conditions, et après avis de la Commission Gestion/Finances qui s'est réunie le 9 juin dernier, le **Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) admet en non-valeurs les montants ci-dessous :

Admission en non-valeur des produits pour un montant total de 10 237,86 euros, se décomposant comme suit (état arrêté à la date du 2 juin 2016) :

<b>Exercice 2012 à 2015</b>	<b>10 237,86</b>
-----------------------------	------------------

#### **5 - PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

Les services de la Trésorerie ont communiqué à la commune d'Unieux les états de titres irrécouvrables. Monsieur le Trésorier expose qu'il n'a pas pu procéder au recouvrement des titres de recettes suite à la constatation du montant de reste à recouvrer inférieur au seuil légal, ou du constat de carence d'un débiteur. Ces constatations sont appuyées de justifications juridiques.

Les créances concernées seront imputées en dépenses à l'article 6542 intitulé « Créances éteintes », sur le budget concerné.

Contrairement à l'admission en non-valeur, cette opération éteint définitivement la dette du redevable. Les procédures permettant la récupération des sommes en cause sont donc stoppées.

Il s'agit de créances éteintes dans les deux cas suivant : jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif dans le cadre d'une procédure collective et rétablissement personnel sans liquidation judiciaire suite à une procédure de surendettement.

Pour la commune d'Unieux, le montant des créances qui doivent être éteintes à ce jour s'élève à : 5 860,12 €.

**Le Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) se prononce favorablement sur l'extinction de ces créances.

#### **6 - SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE : PASSAGE EN COMMUNAUTÉ URBAINE**

Dans le cadre du passage en Communauté urbaine, et le Comité Technique de la Ville d'Unieux ayant été consulté, le **Conseil municipal par 21 voix pour, 2 contre** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) **et 6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Dautre, M. Chapelon, Mme Vernet) approuve les points suivants :

- Le transfert de personnel pour deux agents employés à 100 % dans les compétences transférées (un agent de Maîtrise Principale et un Adjoint Administratif 1<sup>ère</sup> classe) avec effet au 1er juillet 2016,
- Les fiches d'impact relatives à ces 2 transferts de personnel,
- Les conventions relatives à l'eau, l'assainissement, le réseau de chaleur et la voirie,
- Le transfert partiel des marchés suivants :
  - Travaux d'entretien, de dépannage et de petits travaux neufs sur le réseau d'eau potable. Marché N° 2013-16 ; adjudicataire SADE (2/3 du montant restant).
  - Signalisation routière verticale. Marché N°2015-04 ; adjudicataire JS CONCEPT (2/3 du montant restant).
- La demande d'un Fonds de concours à Saint-Étienne Métropole pour les travaux de la rue Élisée Reclus d'un montant de 50 000 € pour cette opération.

#### **- Montant de la redevance d'occupation du domaine public (RODP) par les opérateurs de communications électroniques**

Cette redevance qui sera encaissée par Saint-Étienne Métropole doit être décidée par délibération de la commune. Par conséquent, le **Conseil municipal par 21 voix pour, 2 contre** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) **et 6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Dautre, M. Chapelon, Mme Vernet) fixe le montant de cette RODP au taux maximum prévu par le décret du 27 décembre 2005, décide d'appliquer la revalorisation annuelle prévue dans ce même décret et approuve les permissions de voirie sollicitées par Orange.

## REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

### RESEAUX ORANGE

#### ETAT 2015

ARTERE AERIENNE			ARTERE EN SOUS-SOL			EMPRISE AU SOL			TOTAL REDEVANCE
Patrimoine km	Valeur redevance 2015/ km	Montant redevance 2015	Patrimoine km	Valeur redevance 2015/ km	Montant redevance 2015	Patrimoine m2	Valeur redevance 2015/ m2	Montant redevance 2015	
41,564	53,66 €	2 230,32 €	72,250	40,25 €	2 908,06 €	1,00	26,83 €	26,83 €	5 165,22 €

### 7 - MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EFFECTIFS

**Le Conseil municipal à l'unanimité** approuve les modifications du tableau des effectifs comme suit :

#### Filière Technique :

- Transformation d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe en un poste d'Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe.
- Transformation d'un poste d'Agent de Maîtrise en un poste d'Agent de Maîtrise Principal.
- Suppression d'un poste d'Agent de Maîtrise Principal.

#### Filière Sociale :

- Transformation d'un poste d'Agent Spécialisé de 1<sup>ère</sup> classe des Écoles Maternelles en un poste Agent Spécialisé Principal de 2<sup>ème</sup> classe des Écoles Maternelles.

#### Filière Culturelle-Patrimoine et Bibliothèque :

- Transformation d'un poste d'Adjoint du Patrimoine de 1<sup>ère</sup> classe en un poste d'Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe.

#### Filière administrative :

- Transformation de deux postes d'Adjoint Administratif de 1<sup>ère</sup> classe en deux postes d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe.

### 8 - AVIS SUR LA PROPOSITION N° 4 DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (SDCI)

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale tel qu'il a été arrêté par Monsieur le Préfet de la Loire le 29 mars 2016 prévoit la proposition n° 4 relative à l'extension du périmètre de la Communauté urbaine de Saint-Étienne Métropole :

- aux 3 communes de la Communauté de communes du Pays de Saint Galmier : Saint-Bonnet-les Oules, Chamboeuf et Saint-Galmier.
- à 1 commune de la Communauté de communauté de Forez-en-Lyonnais : Le Gimond.
- aux 4 communes de la Communauté de communes du Pays de Saint Bonnet-le-Château : Aboën, Rozier-Côtes-d'Aurec, Saint-Nizier-de-Fornas, Saint-Maurice en Gourgois.

**Le Conseil municipal par 23 voix pour et 6 contre** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) **donne un avis défavorable** sur la modification du périmètre envisagée compte tenu notamment de la non-prise en compte de la volonté de certains conseils municipaux des communes concernées.

### 9 - LEGS CREPET

Par un legs en date du 1<sup>er</sup> octobre 1986, Monsieur Gabriel Crépet a donné au Bureau d'aide Sociale d'Unieux la somme de 440 410 francs, soit 67 140,07 euros.

Par les jeux de mécanismes financiers, cette somme s'établit aujourd'hui à 77 790 euros c'est-à-dire quasiment la somme initiale, ce qui correspond à la perte de la totalité de l'inflation depuis 1986. Cette somme est placée dans un établissement bancaire et rapporte au CCAS d'Unieux une somme annuelle moyenne de 3000 euros.

Comme le prévoyait le legs, la municipalité a donné le nom de Gaby Crépet à sa salle des fêtes municipale créée en 1986. Aujourd'hui, cette salle nécessite une importante rénovation.

Une rencontre a eu lieu avec Monsieur Pierre Fressonnet, ancien Maire d'Unieux et mandataire du legs. À cette occasion, il a été convenu d'autoriser le CCAS à résilier les placements et à verser à la Ville d'Unieux le montant de ces placements pour participer à la rénovation de la salle Gabriel Crépet. En contrepartie, le Conseil municipal s'engagerait à reverser au CCAS chaque année une subvention complémentaire de 3000 euros, augmentée de l'indexation selon l'indice INSEE correspondant au revenu annuel lié au placement. Cette subvention fera l'objet d'une ligne particulière dans le budget et sera rendue publique chaque année.

Enfin, avant la réouverture de la Salle Gaby Crépet, la municipalité installera un dispositif rappelant la personnalité de Gabriel Crépet, de son action généreuse envers la commune et ses habitants. Ce texte sera convenu avec Monsieur Pierre Fressonnet.

Le Conseil d'administration du CCAS a présenté la convention lors de sa séance du 9 juin dernier.

**Le Conseil municipal par 21 voix pour, 8 contre** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet, M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) approuve ce principe et autorise Monsieur le Premier Adjoint à signer avec Monsieur Pierre Fressonnet et Monsieur le Président du CCAS, la convention d'utilisation du legs Crépet et ses nouvelles modalités.

#### **10 - RÉHABILITATION ET EXTENSION DE LA SALLE MUNICIPALE GABY CRÉPET**

Lors de précédentes réunions du Conseil municipal, le projet de réhabilitation et d'extension de la salle Gaby Crépet avait été évoqué et il avait été décidé, le 8 février dernier, de recourir à une procédure adaptée pour la passation des marchés de travaux en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Suite à la Commission Achat du 9 juin dernier, **le Conseil municipal par 21 voix pour, 8 ne prenant pas part au vote** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet, M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) décide de passer les marchés avec les entreprises ci-dessous désignées et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer toutes les pièces inhérentes à la passation, au suivi et au règlement de ces marchés.

LOT N°1 : Démolitions - Terrassement - Maçonnerie	GRANGEON Fils	121 816,98 €
LOT N°2 : Charpente métallique et Couverture	SOCOMA	234 650,00 €
LOT N°3 : Façades et isolation extérieure	BOUTIN	65 162,20 €
LOT N°4 : Menuiserie extérieure, acier et serrurerie	BO METAL	31 572,50 €
LOT N°5 : Menuiserie intérieure	GUILLON S.A	137 320,60 €
LOT N°6 : Plâtrerie - Peinture	GOUNON & Fils SAS	26 397,25 €
LOT N°7 : Plafonds suspendus	SARL PEPIER CHARREL	3 837,00 €
LOT N°8 : Carrelage - Faïences	JOUE	35 931,50 €
LOT N°9 : Électricité - Courants faibles	JOUBERT ÉQUIPEMENT	64 696,81 €
LOT N°10 : Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire	EUROTHERM	122 015,14 €
LOT N°11 : Équipement de cuisine	FROID ÉQUIPEMENT SERVICE	20 468,60 €
<b>MONTANT DES OFFRES MIEUX-DISANTES</b>	<b>TOTAL € HT</b>	<b>863 868,58 €</b>

#### **11 - PROGRAMME DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL (DSIPL)**

Suite au Conseil municipal du 8 février dernier, la Ville d'Unieux avait sollicité toute subvention permettant la réalisation du programme de mise en accessibilité des principaux établissements recevant du public en deux ans, initialement prévu sur trois ans dans l'Ad'Ap et avait approuvé le plan de financement sur la base d'un coût HT de 285 650 € avec un montant de DSIPL de 114 260 € (soit 40 %).

Or, sur proposition de Monsieur le Préfet de la Loire, Monsieur le Préfet de Région a décidé d'octroyer à la Ville d'Unieux une subvention DSIPL de 80 000 € (soit 28 %).

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** ce plan de financement ainsi réactualisé et autorise Monsieur le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer toutes les pièces en découlant.

## **12 - DÉFINITION DES ZONES STRATÉGIQUES DANS LE CADRE DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERS (PPRM)**

Il a été demandé au Conseil municipal de se prononcer sur le Plan de Prévention des Risques Miniers et sur les classements des zones de la commune en intérêt dit « stratégique ».

**Le Conseil municipal rappelle** sa position négative sur la prescription du Plan de Prévention des Risques Miniers, en précisant que dans la vallée de l'Ondaine, les constructions ont depuis longtemps été réalisées sur de telles zones en prenant toutes les précautions nécessaires notamment en adaptant les projets aux terrains et en faisant des fondations nécessaires pour se protéger de ces risques. Sur toute l'agglomération stéphanoise, le Plan de Prévention des Risques Miniers ne permettra pas aux villes de se reconstruire sans s'étendre et consommer de l'espace et au patrimoine immobilier de « respirer » conformément aux orientations du SCOT et au Grenelle de l'environnement. Toute la région stéphanoise qui souffre déjà d'une crise de l'immobilier verra ses difficultés aggravées par ce qui sera une contrainte supplémentaire pour les promoteurs éventuels et les constructeurs individuels.

Malgré tout, s'il devait y avoir un Plan de Prévention des Risques Miniers, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** que soient classées en zones d'intérêts stratégiques les zones suivantes :

- Secteur FUF - Zones d'activités de Côte Quart, et du Vigneron.
- Secteur Gare - Rues Jules Ferry et Maréchal Leclerc.
- Secteur PIG - entre les rues Jean-Jacques Rousseau et Blaise Pascal.

## **13 - RENOUELEMENT DE BAIL AVEC LOIRE HABITAT POUR LES LOCAUX DU VAL RONZIÈRE**

Par un bail en date du 21 mai 1971, LOIRE HABITAT avait consenti à la commune d'Unieux la location de locaux collectifs de 356 m<sup>2</sup> dépendant du groupe d'habitation du Val Ronzière pour l'installation du Centre social. Ce bail a été successivement renouvelé le 12 mars 1980, le 18 mai 1989, le 21 avril 1998 et le 14 mars 2007. Le contrat de renouvellement de bail du 14 mars 2007 arrivant à expiration, **le Conseil municipal à l'unanimité** décide de renouveler le bail aux mêmes conditions (loyer de 15,24€), pour une durée de 9 ans.

## **14 - CONVENTION AVEC LE GARAGE LUZY POUR LA MISE EN FOURRIÈRE, L'ALIÉNATION ET LA DESTRUCTION DES VÉHICULES TERRESTRES**

La convention avec le garage LUZY situé 20 rue Michel Rondet à Firminy relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres arrivant à son terme, il est nécessaire de la renouveler pour une nouvelle période de trois années.

Dans le cas où les propriétaires ne récupèrent pas leurs véhicules passé un certain délai, il est procédé soit à leur aliénation, soit à leur destruction. Le garage LUZY facturera à la commune en cas de recettes insuffisantes pour couvrir ses frais la somme de 200 euros TTC par véhicule.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** la nouvelle convention avec le garage LUZY et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer.

## **15 - BILAN DES CESSIONS ET DES ACQUISITIONS INTERVENUES SUR L'ANNÉE 2015**

Conformément à la réglementation, Monsieur le Maire a présenté au Conseil municipal le bilan des cessions et des acquisitions opérées sur l'année 2015.



# **BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS INTERVENUES SUR L'ANNÉE 2015**

*Établi conformément aux dispositions des articles L 2241-1 et 2241-2 du CGCT*

CESSIONS PAR LA COMMUNE					
Localisation	Références cadastrales	Surface (m²)	Acquéreur(s)	Montant	Date du conseil municipal
12 RUE M.BARBIER	AO 630	50	CONSORTS PICHON	1 500	8 JUIN 2015
17 RUE JEAN MOULIN	AO 54	3 LOGEMENTS + LOCAUX ASSOCIATIFS	N.PROMOTION	300 000	8 JUIN 2015
RUE GEORGE SAND	DECLASSEMENT DOMAINE PUBLIC	100	M. PEYRONNET	500	28 SEPTEMBRE 2015
RUE GEORGE SAND	DECLASSEMENT DOMAINE PUBLIC	100	M. ENSAAD	500	28 SEPTEMBRE 2015
ACQUISITION PAR LA COMMUNE					
Localisation	Références cadastrales	Surface (m²)	Acquéreur(s)	Montant	Date du conseil municipal
AUCUNE ACQUISITION POUR L'ANNÉE 2015					

## 16 - RAPPORTS D'ACTIVITÉS DU SIDR ET DU SIEL

Conformément à la réglementation, Monsieur le Maire a communiqué aux membres du Conseil municipal les rapports d'activités pour l'année 2015 émanant des établissements de coopération intercommunaux du SIDR et SIEL.

## INTERVENTIONS DU GROUPE « FRONT NATIONAL - RASSEMBLEMENT BLEU MARINE » :

### **Intervention Frédéric BATTIE**

Point 9 : Legs CREPET

Un legs? C'est une donation par testament.

C'est ce qu'a fait Monsieur Gabriel CREPET, bienfaiteur de la commune, au bénéfice du CCAS avec : « pour condition expresse que son montant soit placé aux meilleurs taux d'intérêt possible et que son revenu annuel soit distribué ou utilisé chaque année en faveur des personnes âgées de la commune dont la situation de fortune ou de famille est digne d'intérêt pour les aider dans leur vie quotidienne » Ce legs a été accepté le 7 octobre 1986 par M. Noël THIEBAUD, Maire d'Unieux, alors en exercice.

Depuis 30 ans, aucun élu, quel que soit son bord politique, n'a jamais touché à ce legs qui rapporte environ 3000 euros/an d'intérêts destinés au CCAS. Cela dans le plus grand respect des dernières volontés de Gabriel CREPET.

Vous êtes un profanateur testamentaire !

Les anciens camarades de M. FRESSONNET apprécieront ce manquement aux dernières volontés d'un défunt !

Aujourd'hui vous nous mettez devant le fait accompli, demandant au conseil municipal uniquement de délibérer sur la subvention accordée au CCAS.

Votre seul but devrait être de revoir les conditions de placement afin que celui-ci soit plus avantageux. Il est parfaitement aberrant de remplacer ces intérêts qui ne coutent rien par une subvention prise sur les finances d'une commune en péril. De plus un engagement unilatéral de la commune est facilement révoquant.

Aujourd'hui, après avoir vendu l'école rue Jean Moulin, fait les fonds de tiroir, il vous faut ce capital de 77 790 euros pour mener à bien votre projet trop ambitieux.

Cependant en vertu des articles 900-1 à 900-5 du code civil, il est uniquement du ressort de la justice de vous donner l'autorisation de changer les dispositions du legs. A moins que vous n'expliquiez pas tout à ce conseil, nous pensons que vous n'avez pas engagé ce genre de procédure.

C'est pourquoi nous vous demandons de retirer cette délibération de l'ordre du jour du conseil municipal.

Si vous persistez dans votre demande, doutant de la légalité de cette délibération nous voterons contre.

### **Intervention Dominique VIALON-CLAUZIER**

Les unieutaires vont devoir payer 3000 € de leur poche chaque année alors que le legs était au départ privé. C'est de l'argent qui sera pris sur la commune.

---

*L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire n'ayant reçu aucune autre remarque ou observation, la séance du Conseil municipal est levée.*

Fait à Unieux, le 23 juin 2016.

Le Maire,  
Christophe FAVERJON.

